



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

concours national

d'aide à la création d'entreprises
de technologies innovantes

2011

Date limite de dépôt des dossiers : **27 janvier 2011**



Information, règlement, dossier de participation téléchargeables
www.enseignementsup-recherche.gouv.fr
www.oseo.fr

en partenariat avec



Où adresser votre dossier ?

Vous devez envoyer ou remettre votre dossier de participation dûment rempli en cinq exemplaires, le 27 janvier 2011 au plus tard, à la direction régionale d'OSEO correspondant à votre lieu de résidence principale (cf. art. 14 et 15 du règlement).

Directions régionales d'OSEO

ALSACE

(Bas-Rhin, Haut-Rhin)
3, rue de Berne - BP 30032
67300 Schiltigheim
Tél. : 03 88 56 88 56
Fax : 01 41 79 94 50

AQUITAINE

(Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques)
Immeuble Bordeaux Plaza
1, place Ravezies - BP 50155
33042 Bordeaux Cedex
Tél. : 05 56 48 46 46
Fax : 01 41 79 97 47

AUVERGNE

(Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme)
Parc technologique La Pardieu
Immeuble Olympie
17 bis, allée Alan Turing
63170 Aubière
Tél. : 04 73 34 49 90
Fax : 01 41 79 96 07

BOURGOGNE

(Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne)
13, rue Jean Giono - BP 57407
21074 Dijon Cedex
Tél. : 03 80 78 82 40
Fax : 01 41 79 93 54

BRETAGNE

(Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan)
6, place de Bretagne - CS 34406
35044 Rennes Cedex
Tél. : 02 99 29 65 70
Fax : 01 41 79 92 70

CENTRE

(Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loiret, Loir-et-Cher)
32, rue du Bœuf Saint-Paterne
BP 14537
45045 Orléans Cédex 1
Tél. : 02 38 22 84 66
Fax : 01 41 79 94 65

CHAMPAGNE-ARDENNE

(Ardennes, Aube, Haute-Marne, Marne)
Bâtiment Le NAOS
9, rue Gaston Boyer
51100 Reims
Tél. : 03 26 79 82 30
Fax : 01 41 79 92 82

CORSE

(Corse-du-Sud, Haute-Corse)
7, rue du général Campi - BP 314
20177 Ajaccio Cedex 1
Tél. : 04 95 10 60 90
Fax : 01 41 79 88 99

FRANCHE-COMTÉ

(Belfort, Doubs, Haute-Saône, Jura)
Parc Artémis
17D, rue Alain Savary
25000 Besançon
Tél. : 03 81 47 08 30
Fax : 01 41 79 95 00

ILE-DE-FRANCE/EST

(Essonnes, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne)
12, bd Mont d'Est
Maille Nord 3
93192 Noisy-Le-Grand Cedex
Tél. : 01 48 15 56 55
Fax : 01 41 79 94 75

ILE-DE-FRANCE/PARIS

22, rue Joubert - 75009 Paris
Tél. : 01 53 89 78 78
Fax : 01 41 79 89 99

ILE-DE-FRANCE/OUEST

(Hauts-de-Seine, Val-d'Oise, Yvelines)
La Grande Arche - Paroi Nord
1, parvis de la Défense
92044 Paris la Défense Cedex
Tél. : 01 46 52 92 00
Fax : 01 41 79 94 68

LANGUEDOC-ROUSSILLON

(Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales)
Arche Jacques Cœur - CS 89015
222, Place Ernest Granier
34967 Montpellier Cedex 2
Tél. : 04 67 69 76 00
Fax : 01 41 79 92 32

LIMOUSIN

(Corrèze, Creuse, Haute-Vienne)
Parc d'Ester Technopole
7, rue Columbia - BP 76827
87068 Limoges Cedex
Tél. : 05 55 33 08 20
Fax : 01 41 79 97 48

LORRAINE

(Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges)
Technopole de Nancy-Brabois CS 10110
10, route de l'Aviation
54602 Villers-les-Nancy Cedex
Tél. : 03 83 67 46 74
Fax : 01 41 79 92 15

MIDI-PYRÉNÉES

(Ariège, Aveyron, Gers, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne)
24, avenue Georges Pompidou
BP 63379 - 31133 Balma Cedex
Tél. : 05 61 11 52 00
Fax : 01 41 79 92 05

NORD-PAS-DE-CALAIS

(Nord, Pas-de-Calais)
Immeuble Axe Europe
213, bd de Turin - 59777 Euralille
Tél. : 03 20 81 94 94
Fax : 01 41 79 93 56

BASSE-NORMANDIE

(Calvados, Manche, Orne)
616, rue Marie Curie
14200 Hérouville-Saint-Clair
Tél. : 02 31 46 76 76
Fax : 01 41 79 92 46

HAUTE-NORMANDIE

(Eure, Seine-Maritime)
20, place Saint-Marc - BP 21323
76178 Rouen Cedex 01
Tél. : 02 35 59 26 36
Fax : 01 41 79 93 06

PAYS DE LA LOIRE

(Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée)
63, quai Magellan - BP 42304
44023 Nantes Cedex 1
Tél. : 02 51 72 94 00
Fax : 01 41 79 94 36

PICARDIE

(Aisne, Oise, Somme)
18, rue Cormont - BP 70302
80003 Amiens Cedex 1
Tél. : 03 22 53 11 80
Fax : 01 41 79 91 89

POITOU-CHARENTES

(Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne)
Bâtiment 2, Les Arcs
6, rue du Pré Médard
86280 Saint-Benoît
Tél. : 05 49 49 08 40
Fax : 01 41 79 94 99

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

(Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Hautes-Alpes, Var, Vaucluse)
141, avenue du Prado - BP 265
13269 Marseille Cedex 08
Tél. : 04 91 17 44 00
Fax : 01 41 79 97 40

GRAND RHÔNE

(Ain, Ardèche, Drôme, Loire, Rhône)
Le 6^e Sens
186, avenue Thiers
69465 Lyon Cedex 06
Tél. : 04 72 60 57 60
Fax : 01 41 79 93 96

ALPES

(Haute-Savoie, Isère, Savoie)
Les Trois Dauphins
15, rue Belgrade
38000 Grenoble
Tél. : 04 76 85 53 00
Fax : 01 41 79 92 25

Les candidats résidant dans les collectivités d'outre-mer (COM) ou en Nouvelle-Calédonie adressent leur dossier de candidature à la mission régionale à la recherche et à la technologie de leur résidence principale dont les coordonnées figurent ci-contre ; les candidats résidant dans les départements d'outre-mer (DOM) à la délégation régionale à la recherche et à la technologie de leur résidence principale. Les candidats résidant à l'étranger adressent leur dossier de candidature à la direction d'OSEO d'Ile-de-France Paris.

concours national 2011

aide à la création d'entreprises de technologies innovantes
du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
en partenariat avec **OSEO**

Pourquoi ?

Afin de favoriser la création d'entreprises de technologies innovantes, le ministère chargé de la recherche organise chaque année un concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes.

Ce concours permet de faire émerger et de soutenir les meilleurs projets de création d'entreprises de technologies innovantes, en leur offrant une aide financière et un accompagnement adapté.

Qui peut concourir ?

- tous les porteurs de projets quels que soient leur nationalité, leur statut ou leur situation professionnelle (étudiants, salariés du secteur public ou du secteur privé, demandeurs d'emploi...).
- les dirigeants d'entreprises de technologies innovantes créées depuis le 31 mars 2010.

Pour quel projet ?

Deux types de projets de création d'entreprises peuvent être présentés :

- les projets "en émergence" nécessitant encore une phase de maturation et de validation technique, économique et juridique ;
- les projets "création-développement", plus avancés, se situant juste en amont de la création de l'entreprise et qui doivent avoir établi la "preuve du concept".

Les projets, quel que soit leur stade d'avancement, doivent prévoir la création d'une entreprise, installée sur le territoire français et s'appuyant sur une technologie innovante.

Pour gagner quoi ?

Les lauréats "en émergence" recevront, à titre personnel, une subvention d'un montant maximum de 45 000 € pour financer jusqu'à 70% des prestations nécessaires à la maturation de leur projet.

Les lauréats "création-développement" recevront une subvention d'un montant maximum de 450 000 € versée à l'entreprise qu'ils auront créée. Cette subvention financera jusqu'à 60% du programme d'innovation de l'entreprise.

Comment participer ?

Les candidats doivent adresser leur dossier de participation en cinq exemplaires au plus tard le jeudi 27 janvier 2011 à la direction régionale d'OSEO de la région de leur résidence principale.

Les candidats résidant dans les collectivités d'outre-mer (COM) ou en Nouvelle-Calédonie adressent leur dossier de participation à la mission régionale à la recherche et à la technologie de leur résidence principale ; les candidats résidant dans les départements d'outre-mer (DOM) à la délégation régionale à la recherche et à la technologie de leur résidence principale. Les candidats résidant à l'étranger adressent leur dossier de participation à la direction d'OSEO d'Ile-de-France Paris.

Où obtenir des renseignements ?

Vous pouvez obtenir des informations sur le concours, soit auprès des délégations régionales à la recherche et à la technologie (DRRT) dont les coordonnées figurent ci-dessous, soit auprès des directions régionales d'OSEO dont les coordonnées figurent ci-contre.

Délégations régionales à la recherche et à la technologie

ALSACE

Préfecture de la Région Alsace
5, place de la République
67000 STRASBOURG
Tel : 03 88 21 67 39
drdt.alsace@recherche.gouv.fr

AQUITAINE

Préfecture de Région – SGAR
4B esplanade Charles de Gaulle
33077 BORDEAUX CEDEX
Tel : 05 56 90 65 19
Fax : 05 56 90 65 35
drdt.aquitaine@recherche.gouv.fr

AUVERGNE

DRIRE
21, allée Evariste Galois
63174 AUBIERE CEDEX
Tél. : 04 73 35 36 07
Fax : 04 73 34 91 39
drdt.auvergne@recherche.gouv.fr

BOURGOGNE

Parc Technologique
15-17, avenue Jean Bertin
21000 DIJON
Tél. : 03 80 29 40 52
Fax : 03 80 29 41 03
drdt.bourgogne@recherche.gouv.fr

BRETAGNE

DRIRE
9, rue du Clos Courtel
35043 RENNES CEDEX
Tél. : 02 99 87 43 30
Fax : 02 99 87 43 37
drdt.bretagne@recherche.gouv.fr

CENTRE

DRRT
191 rue de Bourgogne
45042 ORLEANS CEDEX 1
Tel : 02 38 49 54 21
Fax : 02 38 49 54 24
drdt.centre@recherche.gouv.fr

CHAMPAGNE-ARDENNE

DRIRE
2, rue Grenet Tellier
51038 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
Tél. : 03 26 69 33 04
Fax : 03 26 21 22 37
drdt.champagne-ardenne@recherche.gouv.fr

CORSE

DRRT
66 cours Napoléon
20000 AJACCIO
Tel : 04 95 51 01 80
Fax : 04 95 50 07 83
drdt.corse@recherche.gouv.fr

FRANCHE-COMTE

DRRT/DRIRE
Technopôle TEMIS
21b, rue Alain Savary
BP 1269
25005 BESANÇON CEDEX
Tél. : 03 81 48 58 70
Fax : 03 81 88 07 62
drdt.franche-comte@recherche.gouv.fr

ILE-DE-FRANCE

10, rue Crillon
75194 PARIS CEDEX 04
Tél. : 01 44 59 47 29
Fax : 01 44 59 47 73
drdt.ile-de-france@recherche.gouv.fr

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Préfecture de la Région
Languedoc Roussillon
34 place des martyrs
de la Résistance
34062 MONTPELLIER CEDEX 2
Tel : 04 67 61 69 42
Fax : 04 67 02 25 38
drdt.languedoc-roussillon@recherche.gouv.fr

LIMOUSIN

DRRT
1 avenue d'Ester
87069 LIMOGES CEDEX
Tel : 05 55 33 67 57
Fax : 05 55 32 12 94
drdt.limousin@recherche.gouv.fr

LORRAINE

DRIRE
15, rue Claude Chappe
57071 METZ CEDEX 3
Tél. : 03 87 75 38 19
Fax : 03 87 74 62 45
drdt.lorraine@recherche.gouv.fr

MIDI-PYRENEES

DRRT
5 Esplanade Compans Caffarelli
BP 98016
31080 TOULOUSE CEDEX 6
Tel : 05 62 89 82 71
drdt.midi-pyrenees@recherche.gouv.fr

NORD-PAS-DE-CALAIS

Espace Recherche Innovation
2, rue des Canoniers
59800 LILLE
Tel : 03 28 38 50 16 et 17
Fax : 03 28 38 50 20
drdt.nord-pas-de-calais@recherche.gouv.fr

BASSE-NORMANDIE

DRIRE - Immeuble le Pentacle
Avenue de Tsukuba
14209 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR
CEDEX
Tél. : 02 31 46 50 11
Fax : 02 31 46 50 85
drdt.basse-normandie@recherche.gouv.fr

HAUTE-NORMANDIE

Préfecture de la région
Haute-Normandie
7, place de la Madeleine
76036 ROUEN CEDEX
Tél. : 02 32 76 53 56
Fax : 02 32 76 55 02
drdt.haute-normandie@recherche.gouv.fr

PAYS-DE-LA-LOIRE

Château de la Chantrerie
Route de Gachet - BP 40724
44307 NANTES CEDEX 3
Tél. : 02 40 18 03 76
Fax : 02 40 18 03 80
drdt.pays-de-la-loire@recherche.gouv.fr

PICARDIE

DRRT
6 rue Debray
80020 AMIENS CEDEX 9
Tel : 03 22 33 84 20
drdt.picardie@recherche.gouv.fr

POITOU-CHARENTES

Préfecture de Région
7 place Aristide Briand
BP 589
86021 POITIERS CEDEX
Tel : 05 49 47 25 01
drdt.poitou-charentes@recherche.gouv.fr

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

67-69, avenue du Prado
13286 MARSEILLE CEDEX 6
Tél. : 04 91 83 63 70
Fax : 04 91 25 53 43
drdt.paca@recherche.gouv.fr

RHONE-ALPES

DRRT
Directe/Tour Suisse
1 boulevard Vivier Merle
69443 LYON CEDEX 03
Tel : 0426 99 82 12
drdt.rhone-alpes@recherche.gouv.fr

GUADELOUPE

DRIRE-DRRT
Immeuble Antoine Fuet
20, rue de la Chapelle Jarry
97122 BAIE-MAHAULT
Tél. : 0 590 26 81 16
Fax : 0 594 38 03 50
drdt.guadeloupe@recherche.gouv.fr

GUYANE

BP 9278
97300 CAYENNE
Tél. : 0 594 28 77 89
Fax : 0 594 28 93 35
drdt.guyane@recherche.gouv.fr

MARTINIQUE

DRIRE BP 458
97205 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Tél. : 0 596 70 74 81
Fax : 0 596 70 74 85
drdt.martinique@recherche.gouv.fr

NOUVELLE-CALÉDONIE

Haut-commissariat de la République
BP C5 98844 NOUMEA
NOUVELLE-CALÉDONIE
Tél. : 00 687 24 67 58
Fax : 00 687 24 67 08
drdt.nouvelle-caledonie@recherche.gouv.fr

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Haut-commissariat
BP 115
98713 PAPEETE TAHITI
POLYNÉSIE FRANÇAISE
Tél. : 00 689 50 60 60
Fax : 00 689 50 60 68
polynesie-fr@recherche.gouv.fr

LA REUNION

100, route de la Rivière des Pluies
97490 SAINTE-CLOTILDE
Tél. : 0 262 92 24 40
Fax : 0 262 92 24 44
drdt.la-reunion@recherche.gouv.fr

Règlement

Règlement de l'édition 2011 du concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes

Article 1

Un treizième concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes, ci-après dénommé « le concours », est organisé en 2011 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en partenariat avec OSEO.

Ce concours a pour objectif de détecter et de faire émerger des projets de création d'entreprises de technologies innovantes et de soutenir les meilleurs d'entre eux grâce à une aide financière et à un accompagnement adapté.

Deux types de projets de création d'entreprises peuvent être présentés :

- les projets « en émergence » sont des projets qui nécessitent encore une phase de maturation et de validation technique, économique ou juridique : la subvention « en émergence » peut être alors utilisée pour établir la « preuve du concept » du projet ;
- les projets « création-développement » sont des projets dont la « preuve du concept » est établie et qui peuvent donner lieu, à court terme, à une création d'entreprise.

Article 2

Le financement du concours est assuré essentiellement par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. OSEO y participe également sur son budget propre.

Article 3

Peut participer à ce concours toute personne physique ayant pour projet la création sur le territoire français d'une entreprise de technologies innovantes, quels que soient sa nationalité, son statut ou sa situation professionnelle, sous réserve qu'elle remplisse les conditions légales et réglementaires requises pour la création d'une entreprise.

Ne peuvent concourir les personnels en fonction dans l'administration centrale du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et dans les délégations régionales à la recherche et à la technologie, les personnels d'OSEO, les membres des jurys du concours et les experts sollicités dans le cadre du présent concours ainsi que leur conjoint.

Ne peuvent concourir les personnes qui détiennent déjà majoritairement une entreprise - sauf profession libérale ou entreprise individuelle - ainsi que leur conjoint.

Les candidats salariés d'une entreprise existante doivent s'assurer de la libre exploitation de la technologie présentée dans le cadre du

concours et présenter un accord de leur employeur sur le projet de création d'une entreprise mettant en œuvre la technologie en cause.

Chaque candidat ne peut présenter qu'une seule candidature. Chaque projet peut être porté par plusieurs personnes physiques, dont une seule peut être candidate ; les autres personnes physiques constituent "l'équipe" décrite dans la fiche de candidature du dossier de participation.

Article 4

a) Les lauréats « en émergence » ainsi que les lauréats « création-développement » des éditions 1999 à 2008 du concours peuvent présenter un nouveau projet « en émergence » ou « création-développement » sous réserve que soient remplies les conditions suivantes :

- I. la clôture du ou des dossiers relatifs au premier projet ;
- II. l'absence de contentieux avec OSEO ;
- III. l'absence de conflit d'intérêt potentiel avec l'entreprise créée à partir du précédent projet ;
- IV. conformément à l'article 3, l'assurance que le candidat ne détient pas une part majoritaire du capital de l'entreprise créée.

b) Les candidats présentant un projet issu d'un essaimage ou d'une externalisation d'entreprise déjà existante peuvent concourir uniquement dans la catégorie « création-développement ». La participation éventuelle de l'entreprise d'origine au capital social de l'entreprise créée par le lauréat ne devra pas excéder 20%.

c) les projets des lauréats « en émergence » des concours 2008, 2009 et 2010 ayant créé l'entreprise correspondant au projet pour lequel ils sont lauréats sont éligibles dans la catégorie « création-développement ». Dans ce cas, la condition de non détention majoritaire du capital décrite à l'article 3 ne s'applique pas au lauréat pour ladite entreprise.

d) les candidats présentant un projet pour lequel une entreprise a été créée depuis le 31 mars 2010 peuvent concourir dans la catégorie « création-développement ». Dans ce cas, la condition de non détention majoritaire du capital décrite à l'article 3 ne s'applique pas au candidat pour ladite entreprise.

Article 5

L'évaluation des projets s'appuie sur l'analyse des dimensions de tout projet de création d'entreprises de technologies innovantes : humaine, technologique, juridique, financière et commerciale.

Leur sélection se fait sur la base des principaux critères suivants :

Pour les projets « en émergence » :

- caractère innovant de la technologie (avantages concurrentiels liés à la technologie) ;

- motivation, disponibilité et capacité du candidat à acquérir les compétences indispensables à la création et au développement d'une entreprise ;
- degré d'appréhension, par le candidat et par l'équipe, des dimensions économiques et financières ;
- état de la propriété intellectuelle et droits des tiers.

Pour les projets « création-développement » :

- caractère innovant de la technologie et preuve du concept établie ;
- viabilité économique du projet ;
- potentiel de développement et de création de valeur ;
- motivation, disponibilité et capacité du candidat à créer et à développer une entreprise, à diriger une équipe et à nouer des partenariats ;
- qualité et complémentarité de l'équipe ;
- maîtrise de la propriété intellectuelle et des droits des tiers.

OSEO assure une première sélection des projets, sur la base des critères présentés ci-dessus.

Afin d'améliorer la cohérence nationale du concours et de faciliter les décisions des jurys régionaux et national, un réseau d'expertise externe, sélectionné par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et OSEO, effectue des expertises comprenant un entretien individuel avec les candidats présélectionnés. Chaque expertise comprendra un volet destiné à évaluer les capacités entrepreneuriales du candidat.

Article 6

Les projets « en émergence » doivent présenter une description détaillée du projet de création selon son degré d'avancement et un état des besoins et des moyens jugés nécessaires à sa maturation et à l'établissement de la preuve du concept. Cette description suivra le plan indicatif du dossier de participation disponible selon les prescriptions de l'article 14 du présent règlement.

Les candidats de la catégorie « en émergence » s'engagent à fournir tous les éléments complémentaires nécessaires à l'expertise de leur dossier.

Les projets « création-développement » doivent présenter une description détaillée du projet de création, de l'équipe envisagée ainsi que des informations relatives à la propriété intellectuelle et au marché, un plan de développement et un plan de financement. Cette description se conformera au plan indicatif du dossier de participation disponible selon les prescriptions de l'article 14 du présent règlement.

Les candidats de la catégorie « création-développement » s'engagent à fournir tous les éléments nécessaires à l'expertise de leur dossier, notamment l'état de la propriété intellectuelle et les rapports d'études préalables déjà réalisées.

De manière générale, et quel que soit le type de projets, les candidats doivent décrire de manière complète et sincère la situation de leur projet au regard de la propriété intellectuelle et les contraintes qui pourraient s'exercer sur le projet du fait d'engagements antérieurs pris par le candidat ou un membre de l'équipe. Le non-respect de cette disposition pourra conduire à une remise en cause d'une éventuelle décision positive du jury national.

Article 7

Dans chaque région, sur proposition du délégué régional à la recherche et à la technologie et du directeur régional d'OSEO, le préfet nomme un jury régional composé d'industriels, et de personnalités compétentes dans les domaines de la création et du financement des entreprises innovantes, de la valorisation de la recherche et du transfert technologique. La composition de ce jury doit respecter une répartition équilibrée entre les femmes et les hommes.

Un secrétariat technique régional, placé sous l'autorité du président du jury régional, est assuré conjointement par le délégué régional à la recherche et à la technologie et le directeur régional d'OSEO. Il organise la réception, l'enregistrement, l'instruction des dossiers et l'harmonisation régionale des expertises avant la tenue des jurys régionaux. Il est assisté du réseau d'expertise externe pour l'harmonisation des expertises.

Avant la réunion des jurys régionaux et avec l'accord écrit du candidat, le secrétariat technique régional peut reclasser un projet d'une catégorie dans celle plus adaptée à son stade de maturation. Les jurys régionaux examinent l'ensemble des projets « en émergence » reçus ; ils établissent la liste des lauréats « en émergence » et déterminent le montant de la subvention qui peut être attribuée à chacun.

Les jurys régionaux examinent l'ensemble des projets « création-développement » reçus et donnent un avis sur chacun d'eux. Ils transmettent au secrétariat technique national, décrit à l'article 8 du règlement, la liste hiérarchisée des projets « création-développement » qu'ils auront retenus pour leur région, avec, pour chacun, un avis et une proposition sur le montant de la subvention jugé nécessaire. Les propositions financières sont établies à partir de la liste des dépenses prévisionnelles présentée par les candidats et conformément aux règles de financement du concours précisées aux articles 9 et 10 du présent règlement.

Après les délibérations de l'ensemble des jurys régionaux qui restent confidentielles, leurs présidents informent individuellement par courrier les candidats de leur jury respectif de la décision prise sur leur projet.

Les jurys régionaux sont souverains et n'ont pas à motiver leurs décisions.

Les secrétariats techniques régionaux veillent à la bonne mise en œuvre des décisions prises.

Article 8

OSEO constitue un jury national composé d'industriels et de personnalités compétentes dans les domaines de la création et du financement des entreprises innovantes, de la valorisation de la recherche et du transfert technologique. La composition de ce jury doit respecter une répartition équilibrée entre les femmes et les hommes.

Le jury national délègue aux jurys régionaux la responsabilité de la sélection des lauréats « en émergence » et du montant de l'aide attribué.

Un secrétariat technique national, placé sous l'autorité du président du jury national, est composé de représentants du

ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et d'OSEO. Il est assisté du réseau d'expertise externe pour l'harmonisation des expertises.

Avant la tenue des jurys régionaux, pour assurer au concours son caractère national, le secrétariat technique national détermine le montant de l'enveloppe budgétaire disponible pour les lauréats « en émergence » de chaque région en fonction de la qualité des dossiers qui ont été déposés.

Le jury national examine les projets « création-développement » qui lui sont transmis par les jurys régionaux et arrête la liste définitive des projets retenus susceptibles de bénéficier d'une aide financière. Il détermine, sur la base de la proposition du jury régional, le montant de la subvention qui peut être attribuée à la future entreprise créée par chaque lauréat.

Au plus tard un mois après la réunion du jury national, le président du jury national informe individuellement par courrier tous les candidats dont les projets ont été examinés par le jury national des décisions les concernant. Le secrétariat technique national transmet les résultats définitifs du concours aux secrétariats techniques régionaux.

Le jury national a la possibilité d'examiner tout dossier « création-développement » déposé dans le cadre du concours.

Le jury national est souverain et n'a pas à motiver ses décisions.

Les projets non retenus tant au niveau régional qu'au niveau national peuvent être orientés par les jurys vers d'autres procédures de soutien.

Les résultats du concours sont publiés sur les sites internet du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : www.enseignementsup-recherche.gouv.fr, et d'OSEO : www.oseo.fr.

Article 9

Sous réserve de la régularité de leur situation financière et fiscale, les lauréats « en émergence » reçoivent à titre personnel une subvention pour la maturation et l'établissement de la preuve du concept de leur projet. Si le lauréat « en émergence » vient à créer son entreprise avant le 30 juin 2012, cette subvention peut être directement versée à ladite entreprise.

Les dépenses éligibles comportent les frais externes nécessaires à la maturation du projet et à l'établissement de la preuve du concept tels que : études de faisabilité technique et économique, préparation de plans d'affaires et d'accords juridiques, études de propriété intellectuelle, formation, conseils et accompagnement spécifiques. Les dépenses personnelles des lauréats liées au projet (déplacements, fournitures diverses...) peuvent être prises en compte dans la limite de 40 % des frais externes.

Les dépenses ainsi éligibles ne peuvent être prises en compte qu'à partir de la date de dépôt du dossier de participation au concours. Dans le cas où la subvention est versée à l'entreprise créée, les dépenses éligibles ne peuvent être prises en compte qu'à partir de la date de création de ladite entreprise.

Après les délibérations de l'ensemble des jurys régionaux, OSEO établit une liste récapitulative des lauréats « en émergence ».

Les directions régionales d'OSEO assistent les lauréats « en émergence » dans le montage de leur dossier de subvention et établissent avec eux un contrat sur la base du montant accordé par

les jurys. Celui-ci pourra être mis en place après la tenue de tous les jurys régionaux, dès la mise à disposition des crédits budgétaires correspondants. La date limite de signature du contrat est fixée au 30 juin 2012. Au-delà, le lauréat sera réputé avoir renoncé à la subvention.

Le montant de la subvention accordée aux lauréats « en émergence » ne peut dépasser 70 % du total des frais externes et des frais propres retenus. Les aides versées aux entreprises doivent respecter les intensités maximales définies par le régime notifié d'OSEO N408/2007. D'un montant maximal de 45 000 €, elle est versée de façon échelonnée : à la signature du contrat, versement d'une avance de 70 % de l'aide ; à la demande des lauréats, le montant de cette avance peut être fractionné en deux versements. Le versement du solde de 30 % est effectué sur présentation à OSEO des factures acquittées des prestataires extérieurs.

Article 10

Les entreprises créées sur le territoire français par les lauréats « création-développement » ou par une des personnes de l'équipe portant le projet, évoquées à l'article 3, reçoivent une subvention sous réserve de la régularité de la situation financière et fiscale des lauréats. Si l'entreprise n'est pas créée par le lauréat, un lien juridique doit obligatoirement exister entre celui-ci et l'entreprise.

Les dépenses éligibles sont des dépenses de personnel, de fonctionnement ou d'équipement (valeur amortissable de l'équipement sur la durée du soutien financier) directement liées au programme d'innovation de l'entreprise : conception et définition des projets, propriété intellectuelle, études de marché, études de faisabilité, recherche de partenaires, expérimentation, développement de produits, procédés, services nouveaux ou améliorés, réalisation et mise au point de prototypes, de maquettes ou de pilotes, prestations de conseil, de formation et d'accompagnement.

Les dépenses ainsi éligibles peuvent être prises en compte à partir de la date de création de l'entreprise. Pour les entreprises déjà créées lors du dépôt du dossier de participation, seules les dépenses effectuées à partir de la date de dépôt du dossier au concours 2011 seront prises en compte.

Les directions régionales d'OSEO assistent les lauréats « création-développement » dans le montage de leur dossier de subvention et établissent avec eux un contrat d'une durée de 2 ans maximum sur la base du montant accordé par le jury national. La date limite de signature du contrat est fixée au 31 décembre 2012. Au-delà, le lauréat sera réputé avoir renoncé à la subvention.

La subvention accordée au titre des projets « création-développement » est destinée à financer jusqu'à 60 % de l'assiette des dépenses éligibles du programme d'innovation de l'entreprise retenue. Elle ne pourra pas dépasser les intensités maximales définies par le régime notifié d'OSEO N408/2007. Il appartient aux lauréats de trouver les financements complémentaires. La subvention, d'un montant maximal de 450 000 €, est versée de façon échelonnée à l'entreprise : à la signature du contrat, versement d'une avance pouvant aller jusqu'à 50 % du montant de la subvention ; le versement des tranches suivantes (au maximum deux tranches) est effectué sur justification des dépenses égales au double du montant

des versements précédents et si OSEO l'estime nécessaire, sur présentation d'un plan de financement prévisionnel faisant ressortir les ressources financières à mobiliser, jugé satisfaisant; le versement d'un solde de 20 % est effectué après justification de la totalité des dépenses retenues pour le calcul de l'aide et remise d'un rapport de fin de programme.

Article 11

Les candidats au concours s'engagent à répondre à toute demande d'informations de la part du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ou d'OSEO.

Les lauréats du concours s'engagent à :

- s'investir personnellement de façon active dans l'aboutissement de leur projet en vue de créer leur entreprise sur le territoire français ;
- prendre les dispositions les plus appropriées en matière de protection de droits de propriété intellectuelle, entretenir les brevets pris à l'aide de financements publics et, en cas contraire, informer en temps utile de leurs intentions le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;
- participer à des opérations de promotion à la demande du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ou d'OSEO ;
- mentionner dans toute communication ou déclaration qu'ils sont lauréats du concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et qu'à ce titre ils bénéficient d'un soutien financier et d'un accompagnement du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et d'OSEO ;
- donner, à la demande du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ou d'OSEO, toute information sur le devenir de leur projet de création notamment en répondant aux enquêtes annuelles, cela jusqu'à la troisième année suivant la fin de la période du soutien financier ;
- en cas d'abandon de leur projet, adresser un courrier motivé au secrétariat technique régional en indiquant explicitement renoncer au soutien financier en tant que lauréat de ce concours ; dans le cas où le projet est issu d'un laboratoire de la recherche publique (organismes de recherche, universités), communiquer à l'organisme public concerné les résultats des études financées par tout ou partie de la subvention versée.

Article 12

Les candidats et les lauréats autorisent le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'OSEO à publier leur nom, prénom et adresse électronique, les coordonnées complètes de leur entreprise et la description non confidentielle de leur projet indiquée sur la fiche de candidature, dans le cadre des actions d'information et de communication liées au concours, y compris sur leurs sites internet sans pouvoir prétendre à aucun droit, quel qu'il soit.

Article 13

Les membres des jurys et les personnes ayant accès aux dossiers déposés dans le cadre du concours s'engagent par écrit à garder confidentielle toute information relative aux projets et à respecter une charte de déontologie.

Article 14

Le présent règlement et le dossier de participation sont disponibles sur le site internet du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : www.enseignementsup-recherche.gouv.fr, et sur celui d'OSEO : www.oseo.fr pendant la période d'ouverture des candidatures.

Ces documents peuvent également être obtenus auprès des délégations régionales à la recherche et à la technologie ou des directions régionales d'OSEO. Les dossiers de participation, constitués selon les indications données à l'article 6 du présent règlement, sont adressés en 5 exemplaires à la direction régionale d'OSEO de la région de résidence principale du candidat. Les candidats résidant dans les collectivités d'outre-mer (COM) ou en Nouvelle-Calédonie adressent leur dossier de participation à la mission régionale pour la recherche et la technologie de leur résidence principale. Les candidats résidant dans les départements d'outre-mer (DOM) adressent leur dossier de participation à la délégation régionale à la recherche et à la technologie de leur résidence principale. Les candidats résidant à l'étranger adressent leur dossier de participation à la direction régionale d'OSEO d'Ile-de-France Paris.

Après vérification de la conformité des dossiers au présent règlement, un accusé de réception est adressé aux candidats. Les dossiers ne sont pas retournés aux candidats.

Article 15

Les dossiers sont envoyés par pli recommandé avec accusé de réception ou déposés contre récépissé. La date limite d'envoi est fixée au jeudi 27 janvier 2011.

Article 16

Tout candidat reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter les dispositions.